



Entrevue intersyndicale avec M Bruno Rousselet : Revendications contre éléments de langage

Une entrevue entre les syndicats de la DISI Grand Est et M Rousselet, chef des SSI s'est déroulée en visioconférence le vendredi 5 février 2020 de 11h30 à 13h...

Les OS ont fait un tour de table pour exposer les inquiétudes des agents concernant la refonte des EIFI.

Pour la CGT, la **suppression de l'EIFI de Strasbourg est un acte scandaleux** qui dénigre le travail des agents, sacrifiés sur l'autel de la destruction du service public. M Rousselet a trouvé « baroque » de se faire taxer de casseur de fonctionnaires. Pour lui « on ne casse pas, on pérennise », il nous a parlé d'achats de machines neuves, performantes, qu'il a couru après « le fric » pour récolter des millions (on trouve des millions pour les machines mais pas pour les gens). Ces machines achetées sont tellement performantes qu'il est « inconcevable » d'en installer sur tous les sites, d'où la suppression de sites pour n'en garder que 4 (et encore, il s'est « battu » pour en avoir 4, au début, c'était 3 qui devaient rester, merci, Bruno!). Donc, le principal prétexte de fermeture des sites, c'est donc l'achat des nouvelles machines, trop performantes et risquant de mettre les sites en sous-capacité de production. Celle-ci est d'ailleurs, M Rousselet le rappelle, appelée à monter avec imprim'FIP en partenariat avec les autres directions, comme la DGCCRF. Qui dit montée de production dit : horaires « Meyzieu ». **On constate que le directeur se soucie plus des machines que des personnes** et vient de fait pousser des agents dehors pour laisser la place à des grosses imprimantes toutes brillantes, ce dont il se défend, clamant haut et fort qu'il n'est pas « un odieux patron qui je jure que par ses machines ». Ce qu'on retient, c'est encore une fois le prétexte de la rénovation des outils qui est utilisé pour supprimer des services, mais l'effet et la cause sont identiques, ne nous trompons pas : **C'est bien parce que la direction veut supprimer des postes qu'elle agit ainsi !**

Pour l'EIFI de Reims, la CGT a réclamé des négociations au niveau national pour une adaptation des horaires d'équipe. Cette option n'est pas du tout envisagée par M Rousselet et préfère des petits arrangement au « cas par cas » que l'on peut traduire par « à la tête du client », bonjour le dialogue social !

Faisons le point sur le volet indemnitaire : actuellement, les agents C perçoivent l'ACF finition/scannage de 1123€/an en plus du régime standard. Les agents B et C de Meyzieu ont cette ACF plus 3020 €/an, prime conquise par une suite d'actions revendicatives. Au final, l'ACF de 1123€ est supprimée pour tout le monde et l'ACF de 3020€ est généralisée. **M Rousselet veut nous faire croire à un nivellement par le haut, ce serait drôle si ce n'était pas dramatique. Comme on lui fait remarquer l'entourloupe, il perd patience et menace de tout supprimer, ACF finition et ACF éditique, encore une fois, bonjour le dialogue social !**

Suite au signalement effectué par les syndicats concernant les zones de congés scolaires, M Rousselet promet que les plans de charges prendront ce paramètre en compte. A prendre pour ce que cela vaut, les paroles s'envolent...

Enfin, pour conclure sur les horaires, ceux qui ne veulent pas d'horaires d'équipe font une demande de mutation intra- ou inter-ESI ou une conversion vers un autre métier « **passer d'agent de traitement à PSE, ce ne sera pas facile** » (sic), pour Strasbourg, la demande de mutation sera au même régime que pour l'ADO, prioritaire dans la direction administrative de la résidence, rien de neuf de ce côté-là.

Ensuite, M Rousselet s'est répandu en hommages et félicitations envers les CID pour leurs efforts pendant la crise sanitaire. **Il a admis à demi-mot que la prime COVID n'a pas été distribuée de manière équitable**, et que de toute façon c'était un ordre du ministère (doit-on comprendre que si cela venait de lui, il n'y aurait rien eu?). La crise sanitaire a été selon lui une « opportunité » sur les nouvelles façons de travailler, rapport au télétravail, mais il a mis en exergue le « blues des chef-fe-s » qui ne peuvent pas suivre cette innovation jugée trop brusque pour eux. Pauvres chef-fe-s !

Pour ce qui concerne l'avenir des ESI, la CGT a alerté M Rousselet du risque relatif aux « petits ESI » (moins de 50 agents) promis à la fermeture. Celui-ci a tenu à nous rassurer, « ce n'est pas le nombre d'agents qui détermine le seuil critique d'un ESI » (ah bon ? La Cour des comptes tend à dire le contraire), « **les ESI ferment des missions, pour en ouvrir d'autres selon un mécanisme de dérive des continents** » M Rousselet fait de la géologie à présent ! Il oublie de dire que les mouvements de plaques terrestres provoquent des disparitions de continents entiers, lentement mais sûrement... **Il est resté évasif sur les créations de missions, car c'est totalement flou, par contre, les suppressions sont tout à fait nettes, on voit ce qui part mais pas ce qui arrive !**

Enfin M Rousselet nous a parlé de réorganisation de l'administration centrale des services informatiques, une réorganisation qui nous regarde de très très loin, au niveau local.

En résumé, les sujets superficiels sont bien développés par M Rousselet en long, en large et en travers, mais les sujets qui concernent les agents de très près, leurs conditions de travail, leur rémunération, leur qualité de vie au travail, tout cela ne peut faire l'objet d'aucune négociation, car tout a été décidé au-dessus, par un gouvernement dont le but principal est : supprimer des fonctionnaires !

Donc, pas de dialogue, pas de négociation, des éléments de langage face à des revendications légitimes et c'est tout !

**Réagissons fortement face à la rigidité de la direction !
Ils veulent nous faire plier nous allons les faire rompre !**